

25 juin 2021

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON À L'ISSUE DU CONSEIL EUROPEEN.

[Télécharger le .pdf](#)

Bonjour Mesdames, Messieurs, bonjour à tous.

Notre Conseil européen se tenait dans un contexte international chargé, puisque ces dernières semaines ont été marquées par le G7, un sommet de l'OTAN, qui ont permis quand même de poser pour les Européens présents les bases de notre stratégie, de notre positionnement, d'un réengagement transatlantique et de l'autonomie stratégique européenne. Et quelques jours avant le Forum Génération Égalité que nous organisons à Paris en coprésidence avec le Mexique et ONU Femmes. Et je pense que ce sommet, dans quelques jours à Paris, sera l'occasion là aussi de poursuivre des engagements importants pour nos valeurs et des engagements que je qualifierais de civilisationnels. Ce sommet se tient aussi dans un contexte qui est celui d'une évolution positive de l'épidémie sur le continent, mais qui appelle à la plus grande vigilance ; d'une avancée de nos plans de relance ; et évidemment, de beaucoup de sujets géopolitiques qui étaient à structurer.

C'est pourquoi, dans un premier temps, nous avons concentré nos travaux sur les sujets internationaux. D'abord par un échange avec le Secrétaire général des Nations unies, dès hier midi, puis l'évocation de plusieurs sujets de voisinage que nous avons à évoquer. Les flux migratoires, tout d'abord, en particulier en Méditerranée, nous avons une discussion sur la manière d'éviter les drames que nous connaissons à l'arrivée de l'été, avec des tentatives de traversée particulièrement dangereuses. C'est d'abord et avant tout un devoir moral, humanitaire des Européens ; c'est aussi la protection de nos frontières externes. Et donc nous avons acté une coopération avec nos partenaires du sud pour lutter plus efficacement contre les trafiquants et passeurs, pour sauver des vies humaines, en particulier en réengageant les programmes de formation des gardes côtes libyens, et avancer sur ces sujets.

Nous avons eu ensuite une discussion sur la Turquie. Je crois que nos conclusions sont claires, elles n'ont pas souffert de longs débats et elles sont la suite de notre échange de mars dernier. Vous vous souvenez, nous avons défini les jalons pour qu'Ankara sorte de l'attitude d'escalade dans laquelle elle était entrée en fin d'année dernière, et prendre le chemin d'un engagement constructif avec l'Union. Ce dialogue de franchise et de fermeté a payé, puisque les tensions ont diminué et une partie des demandes que nous avons formulées ont été suivies d'effets. Nous avons donc encouragé la Turquie à poursuivre ses efforts, en particulier en se montrant constructive dans le traitement des différents conflits régionaux et en s'engageant pour trouver une solution aux discussions inter-chypriotes qui soit conforme au cadre fixé par les Nations unies, et je le rappelle aussi, aux conditions même en vertu desquelles Chypre a rejoint l'Union européenne. Là-dessus, je considère que les dernières semaines ont été utiles, que cet apaisement est manifeste, et nous continuerons tout à la fois d'être vigilants durant l'été, en plein soutien avec l'ensemble des membres de l'Union européenne, dont Chypre et la Grèce, mais aussi de réengager des travaux communs. Et c'est ce que nous avons en particulier fait sur la question des réfugiés, puisqu'on le sait, la Turquie a une responsabilité et joue un rôle important en la matière. C'est pourquoi nous avons aussi clarifié notre stratégie de financement sur ce sujet pour donner de la visibilité.

Nous avons eu également, cette fois-ci, un long débat sur le lien entre l'Union européenne et la Russie. Celui-ci a été alimenté par le récent rapport qui nous a été remis et qui présente les leviers d'action dont nous disposons pour améliorer notre relation avec Moscou. Nous sommes convenus de l'importance de maintenir une approche unifiée, à l'instar des mesures adoptées de manière solidaire au cours des derniers mois, mais à avoir également une approche volontariste et planifiée, et non pas de céder en quelque sorte à la réaction systématique aux provocations ou agressions. Et avec la Chancelière, nous avons proposé justement de documenter l'ensemble du champ de discussions sur lesquelles nous pouvons nous engager avec la Russie pour structurer un agenda qui peut être un agenda de coopération et de travail conjoint dans les prochains mois et un agenda de clarification ou parfois de désaccords. Mais celui-ci doit être structuré, pensé, voulu par les Européens. Il y a eu une longue discussion, on y reviendra sans doute dans vos questions, sur l'opportunité d'une rencontre avec le Président POUTINE. Cette discussion, pour moi, n'est pas de rang 1, nous rencontrons le Président POUTINE, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies en permanence et par les sommets que nous faisons. Par contre, nous avons structuré un agenda commun et je veux voir là un progrès considérable depuis que la France a engagé ce travail, depuis le mois d'août 2019. En tout cas, avec l'Allemagne, nous avons porté avec cohérence et volontarisme ce message d'une approche unifiée, volontariste et pleinement européenne de ce rapport avec la Russie.

Ces discussions nous ont également permis de faire un point sur la situation en Biélorussie, en Libye et en Éthiopie. Les conclusions sont claires à cet égard et je vous y renvoie. Nous avons, par ailleurs, eu l'occasion d'échanger sur les grands enjeux internationaux au-delà de ces points.

Et j'ai pu, à ce titre, évoqué la situation au Sahel, qui est un enjeu de sécurité collectif pour l'ensemble des européens. J'ai présenté évidemment la stratégie française telle que je l'avais annoncée il y a quelques semaines, qui est en cours de travail avec nos partenaires : transformation de notre dispositif, sortie d'une logique d'Opex pour aller vers une logique de lutte contre le terrorisme et de soutien aux armées sahéennes. En aucun cas, un désengagement puisque nous aurons plusieurs milliers de soldats qui resteront engagés sur zone. Et je veux saluer ici l'engagement à nos côtés de tous nos partenaires européens qui ont confirmé pour tout ce qui était engagé, en particulier dans l'EUTM ou dans Takuba, leur présence à nos côtés. Je veux même saluer le choix fait par la Roumanie, jeudi dernier, de nous rejoindre, ce qui fait que nous sommes aujourd'hui 10 dans la force Takuba, avant que d'autres partenaires ne nous rejoignent, et plusieurs Africains en particulier sont en train d'instruire ce dossier.

Je veux, au moment où j'évoque ce sujet sahéen, adresser toute ma solidarité à l'ensemble des militaires de la Minusma qui ont été blessés au Nord-Mali ces dernières heures, et en particulier les militaires allemands. Le bilan est encore provisoire, mais il y a eu une attaque contre cette force des Nations unies, et je veux ici redire notre plein soutien.

Ensuite, nous avons évidemment évoqué la question de la pandémie et de l'évolution du Covid-19, avec évidemment l'avancée de la campagne vaccinale qui est un véritable succès européen. Et je veux redire ici combien, en agissant en Européens d'abord, nous avons sécurisé des achats de vaccins ensemble, nous avons ensuite développé des capacités de production ensemble et des capacités d'innovation et de production pour l'avenir. Les choix, qui ont parfois été critiqués avec facilité par certains en début d'année, s'avèrent efficaces et surtout, nous ont évité la perte de temps et une conflictualité qui aurait été terrible. Nous avons ensuite concentré le débat et dans les prochaines semaines, il conviendra d'être vigilant sur ce point, sur la nécessaire coordination. D'abord, nous devons tous reconnaître les mêmes vaccins. Les vaccins qui ont été autorisés par l'Autorité européenne du médicament. Ils sont pleinement efficaces, nous le savons, y compris contre les derniers variants, dont le variant Delta. Les autres vaccins n'ont pas le même degré de visibilité, en particulier sur ce dernier variant. Cette coordination s'impose aussi pour que nos règles s'harmonisent en matière d'ouverture à des pays tiers. Et c'est la clé pour que le Green Pass européen, qui va entrer en vigueur dans les prochains jours, soit pleinement efficace. Nous avons là aussi de concert, et parfaitement alignés avec Madame la Chancelière MERKEL, eu le même discours qui est un discours de prudence et de vigilance avec l'émergence de ce nouveau variant et d'une coordination européenne absolument indispensable.

Nous avons pu aussi revenir sur nos engagements lors du G7. Comme vous le savez, la France a porté à 60 millions le nombre de doses qu'elle va donner d'ici la fin de l'année. Nous représentons une contribution importante de l'ensemble des doses qui seront données par l'Union européenne. Je pense que nous pouvons encore faire davantage, mais nous avons rappelé la nécessité pour chacun d'être au rendez-vous de cette solidarité internationale. Personne ne sera pleinement protégé tant que nous ne sommes pas tous protégés sur la planète.

Dans la continuité de ce sujet lié au Covid, nous avons ce matin eu une discussion sur les politiques de relance et sur, justement, la politique également monétaire dans le cadre d'un sommet de la zone euro en format dit inclusif. Les plans de relance deviennent une réalité et nous pouvons nous en réjouir. Et là aussi, il faut, à l'occasion de ce sommet, faire le bilan. Il y a un an, nous n'avions pas de plan de relance européen et il y a moins d'un an, nous avons décidé de manière inédite, en plus de nos perspectives financières, d'un plan massif de relance d'une capacité commune d'endettement. C'est maintenant une réalité. Les émissions ont commencé il y a plusieurs jours, les plans de relance nationaux ont été validés et nous sommes dans la phase de réalisation. Et donc, cette année a marqué la capacité des Européens à réagir vite et bien en matière de politique monétaire, de politique budgétaire et d'investissement. C'est ce qui nous permet d'ailleurs d'envisager la sortie de crise de manière beaucoup plus sereine, mais avec néanmoins, je dirais, des sujets qu'il nous faut embrasser avec beaucoup de force.

D'abord, continuer à assurer aussi longtemps qu'il le faut, une relance, en particulier de l'offre pour rattraper le tendancier de croissance qu'avaient les Européens avant crise. Nous ne devons pas nous satisfaire de simplement retrouver le niveau de Produit Intérieur Brut que nous avions avant la crise Covid. Il faut rattraper non seulement ce niveau, ce qui semble être le cas pour le début de l'année 2022, mais le tendancier que nous avions en croissance auparavant, ce qui veut dire un volontarisme des Européens pour financer justement certaines innovations de rupture mais aussi les secteurs qui ont parfois été les plus touchés, pour qu'ils retrouvent vite leur puissance, et de nouveaux secteurs créateurs d'emplois et de valeur ajoutée. Ensuite, nous avons insisté sur la nécessité d'accélérer le calendrier sur l'union bancaire et l'union de marchés de capitaux. Ces éléments sont clés pour notre agenda, parce qu'il nous faut financer davantage en fonds propres nos entreprises et notre relance et il nous faut donc parachever ce travail qui avance à mes yeux encore trop lentement. Je pourrai répondre plus exhaustivement à vos questions mais c'est le cœur de la stratégie de

relance et de croissance qui a été discutée ce matin.

Et puis enfin, nous avons eu hier soir une discussion sur le sujet des valeurs des Européens, à l'occasion, comme vous le savez - et le débat a été largement public ces derniers jours - à l'occasion d'une loi en Hongrie qui visait, sous prétexte de protéger l'éducation des enfants, à confondre tous les sujets, à associer la pornographie, la pédophilie avec l'homosexualité, à légitimer pleinement l'homophobie. Une loi, en somme, totalement contraire à nos valeurs et à notre droit. Les Européens se sont montrés unis. Je répondrai là aussi à vos questions de manière claire. Mais quand on se retrouve tous, à l'exception de deux, à dire clairement les choses, il n'y a pas grande nouveauté dans la salle et il n'y a aucune complaisance. L'Europe est un projet qui est d'abord politique. Il a commencé avec le Conseil de l'Europe. C'est ce socle qui nous tient, que nous avons ensuite réendossé au sein de l'Union européenne. Et nous qui défendons nos valeurs, notre Europe, partout dans le monde, quelle cohérence aurions-nous, quelle crédibilité aurions-nous si nous acceptions ainsi que ces valeurs soient sapées en notre sein ? Et donc lutter contre ces lois homophobes, c'est défendre la liberté individuelle, la dignité humaine sur notre sol et pour nous tous. Il n'y a donc aucune ambiguïté à avoir et je soutiens pleinement la procédure juridique qui a été enclenchée par la Commission européenne.

Mais à cette occasion, j'ai aussi dit clairement que nous, Européens, devons nous poser une question sur nous-mêmes. Nous voyons dans plusieurs pays membres — la Hongrie, la Pologne et plusieurs autres — monter un conservatisme antilibéral sur nos valeurs. Il fait partie de nos sociétés, nous devons le respecter. Mais il est aujourd'hui en train de saper ces valeurs et ce qui a construit depuis des siècles le cœur de nos démocraties libérales occidentales. Or c'est une tendance profonde de ces sociétés, pas de quelques dirigeants, et je le dis aussi ici parce que ce serait trop facile de pointer du doigt simplement un dirigeant comme Viktor ORBAN. Moi je le fais avec une vraie opposition de valeurs, mais beaucoup de respect pour un Premier ministre qui est démocratiquement élu. La question à laquelle nous devons réfléchir, c'est comment des peuples en arrivent là au sein de l'Europe ? Et donc quelque chose se passe en notre sein qui montre une forme de dérive et nous devons y réfléchir, redonner du contenu, des perspectives, du sens à nos valeurs libérales, au sens politique du terme, au sens philosophique du terme, et montrer la force de nos démocraties. Je ne crois pas qu'on ait une société plus sûre et plus forte quand on nie la dignité d'un de nos citoyens ou d'une de nos citoyennes. Or c'est ça le modèle qui est en train de devenir attractif dans trop de pays. Comment en arrivons-nous collectivement là ? Comment aujourd'hui peut-on croire en Pologne, en Hongrie ou ailleurs, qu'on défend notre histoire, notre identité d'Européens, ou de Hongrois ou de Polonais, en stigmatisant un enfant, un adolescent, un jeune homme ou une jeune femme, pour ce qu'il est et ce qu'il a le droit d'être librement et de devenir ? C'est un recul terrible, mais ce n'est pas tant le recul des lois que nous devons combattre évidemment avec intransigeance, c'est le recul dans les esprits et les mentalités qui me préoccupe. Et à ce titre, c'est une bataille culturelle, civilisationnelle que nous devons mener. Nous n'y céderons rien. Les discussions de la semaine prochaine d'ailleurs, que nous tiendrons à Paris, je l'espère, permettront d'avancer mais je souhaite aussi qu'en associant nos partenaires autour de la table et en le refaisant à 27, nous continuions d'avancer sur ce sujet. Je ne serai pas plus long et je vais maintenant répondre à quelques questions.

Journaliste

Bonjour monsieur le Président. Merci pour la question. J'ai une double question sur le Sahel. Vous disiez à l'instant que c'est un enjeu de sécurité collective pour l'ensemble des Européens. Vous avez trois points de conclusion cette nuit sur le Sahel. Est-ce que vous avez le sentiment de recevoir de vos partenaires européens un niveau suffisant de compréhension et de soutien pour votre politique dans la région ? La deuxième question qui en découle. Vous avez dit le 10 juin que pour le Mali, vous estimiez que la CEDEAO avait fait une erreur qui serait une jurisprudence qui n'était pas positive. Dans vos conclusions, cette nuit, le Conseil se félicite des conclusions du sommet de la CEDEAO du 19 juin. Est-ce à dire que désormais, vous accordez le bénéfice du doute à la CEDEAO ?

Emmanuel MACRON

Alors, sur votre premier sujet, comme vous le savez, la France est engagée et plusieurs Européens sont engagés dans le Sahel. Simplement, la France est engagée, elle, à travers l'opération extérieure Barkhane, avec plus de 5 200 hommes maintenant depuis plusieurs mois à ce niveau-là. Mais nous sommes engagés depuis, désormais, 8 ans. Les autres pays européens viennent en soutien, soit en contribuant à la MINUSMA dans le cadre de l'ONU, soit par des opérations de formation dans le cadre d'EUTM ou par des appoints logistiques ou autre à notre endroit. Le choix que nous avons fait est un choix largement dû à l'évolution de la conflictualité au Sahel, à la réalité de la compréhension par les opinions publiques africaines et la plus grande efficacité d'un dispositif qui va se concentrer aujourd'hui progressivement sur deux piliers : coopération avec les armées africaines - et là, dans la continuité de ce que nous avons dessiné et défendu depuis l'été 2017 la force conjointe du G5 Sahel, l'Alliance pour le Sahel, etc. - et une stricte opération de lutte contre le terrorisme qui se structure autour de la Task Force Takuba que nous avons lancé il y a plusieurs mois et que nous continuons de consolider. À ce titre, tous les Européens qui sont engagés dans la MINUSMA ou EUTM ont confirmé leur engagement. Ensuite, 9 autres européens ont d'ores et déjà confirmé qu'ils viendraient aux côtés de la France pour rejoindre la Task Force Takuba, en plus aussi des apports africains que nous aurons. Et j'ai eu hier soir un appui très clair et explicite de plusieurs États membres, comme je les ai d'ailleurs dans les échanges bilatéraux avec la chancelière MERKEL il y a quelques jours, ou tous mes collègues. Donc je considère que oui, il y a un

avec la chancelière MERKEL, il y a quelques jours, et tous mes collègues. Donc je considère que ce, il y a un vrai niveau de prise de conscience des Européens sur ce sujet, une vraie reconnaissance explicite à l'égard de l'engagement de la France, une compréhension à l'égard de la transition que nous sommes en train de faire et une volonté de rester engagé au bon niveau à nos côtés. Le Premier ministre RUTTE a d'ailleurs clairement dit, relayé en cela par le Premier ministre LOFVEN, que l'OTAN se désengageant en Afghanistan avec plusieurs États membres, il était légitime que plusieurs d'entre eux se réengagent peut-être davantage sur d'autres opérations. Et je veux ici les en remercier. Nous aurons l'occasion dans les prochains jours de continuer de préciser, de rentrer dans les détails de la manœuvre avec un calendrier, des cartes avec tous nos partenaires. Et nous aurons la conférence Sahel qui se tiendra le 9 juillet, qui permettra là aussi d'aller dans le sens de cette clarification des évolutions opérationnelles, comme, également, des accompagnements financiers de cette opération.

Deuxième point sur la CEDEAO. Je l'ai toujours dit, nous, nous soutenons les forces régionales et l'engagement des organisations régionales dans le règlement des conflits et c'est à ce titre que nous avons confiance dans la CEDEAO et que nous l'appuyons. Elle est absolument essentielle pour que la transition se fasse dans tous ces pays et que les calendriers en particulier soient respectés au Mali comme au Tchad. Néanmoins, je n'enlève rien et les conclusions d'aujourd'hui d'ailleurs, ni contreviennent pas. Je n'enlève rien au fait que je considère pour ma part que cela demeure une erreur d'avoir, six mois après avoir exigé du colonel GOÏTA une transition réelle, l'avoir reconnu après un deuxième coup d'État ? C'est un élément de jurisprudence qui pèsera sur la région. C'est une réalité. J'ai toujours été honnête avec mes amis africains. Néanmoins, comme vous l'avez constaté, ce n'est pas cela qui a motivé les choix de la France. C'est cela qui simplement nous conforte dans l'idée qu'une opération militaire n'existe que s'il y a un soutien politique. Par contre, le coup d'État dans le coup d'État a conduit la France à suspendre les opérations conjointes avec le Mali et jusqu'à ce qu'une discussion ait été sollicitée au bon niveau par les Maliens, nous ne changerons pas cette position sur le plan bilatéral.

Journaliste

Merci de prendre ma question sur l'idée d'établir un dialogue direct avec la Russie. La discussion a-t-elle été difficile ? Est-ce que vous êtes déçu, comme Angela MERKEL, de ne pas avoir ouvert la voie à un sommet UE-Russie plus rapidement ?

Emmanuel MACRON

Merci pour votre question. Non, la discussion a été complexe et c'est normal. C'est normal parce que sur ce sujet, nous n'avons pas les mêmes histoires. Je crois que personne ne minore les risques, la conflictualité, les attaques qu'on a pu avoir. Mais la réalité géographique et historique de certains États membres fait qu'il y a plus de tension chez certains. Ensuite, le débat a permis de poser les choses, comme nous l'avions eu d'ailleurs en mai dernier, qui a été, tout le monde l'a salué, l'un des meilleurs débats depuis plusieurs années autour de cette table. Moi, je me félicite que nous soyons sortis de la logique purement réactive à l'égard de la Russie. D'abord, parce que la logique réactive qui était de dire « agression ou provocation, et une réponse qui était systématiquement la sanction », cette logique-là est une logique qui s'est avérée être inefficace. Nous l'avons constamment vu. En quelque sorte, nous nous sommes mis dans une logique qui consiste à dire « les Russes font quelque chose, on doit réagir ». Mais est-ce que nous les contraignons, nous les infléchissons dans leur comportement ? Non. Et tout le monde en convient. Et donc, il nous faut nous poser la question de savoir comment on peut dissuader ces comportements, comment on peut essayer de les prévenir, comment ensuite, on peut y réagir de manière beaucoup plus efficace et comment on bâtit de la visibilité.

Mais l'aberration, c'est que nous sommes aujourd'hui la puissance qui est la plus dure avec la Russie. Or, ce sont nos voisins. Nous avons assisté, il y a quelques semaines : le Président BIDEN, qui a rencontré le Président POUTINE. Je l'ai dit à mes amis autour de la table : « Il ne vous a pas demandé votre avis. Et vous, vous le regardez se réunir, faire un sommet, ça ne vous choque pas ? » On est quand même des drôles. On laisse d'autres gens parler de contrôle d'armement sur notre sol. Et nous, nous ne sommes pas autour de la table. Drôle de conception de la puissance. Et dans le même temps, est-ce que nous sommes efficaces ? Non. On pourrait l'être. On représente beaucoup plus en termes d'investissements ou de commerce pour les Russes qu'il ne représente pour nous. Il ne faut pas non plus surestimer ce qu'est la Russie sur le plan économique. Elle a besoin de nous, mais on ne se met jamais en situation de vraiment la contraindre et du coup, on pousse la Russie à avoir des stratégies d'alternative et à ce qu'elle aille de plus en plus vers la Chine. Donc, je pense qu'aujourd'hui, nous n'avons pas vraiment de stratégie à l'égard de la Russie.

Nous avons, à l'occasion de ce sommet, calé une stratégie, c'est-à-dire les 5 principes que nous avons tous validés. L'idée de dire qu'on ne cède pas sur certaines choses, comme évidemment la question ukrainienne, celle de nos valeurs et ce qu'on défend en Biélorussie ou autre, qu'à côté de ça, nous avons la volonté d'engager des discussions où on peut essayer d'avancer sur le climat, sur les questions de sécurité, sur les questions justement d'armes, contrôle ou autre et que nous devons penser le cadre des bonnes contraintes et parfois des lignes rouges qu'on donne à la Russie. Donc, moi, je me félicite de cette avancée parce que je me souviens qu'en août 2019, lorsque la France a fait cela, tout le monde a dit « Vous êtes isolés, vous êtes seuls. Quelle honte de penser qu'on peut avoir une stratégie à l'égard de la Russie ? » C'était ça ce qui était

reproché.

Je retrouve cet agenda français que nous poursuivons depuis des mois dans nos conclusions. Enfin, nous structurons un début de stratégie à l'égard de la Russie, la conscience d'un voisin important et que nous devons donc engager un dialogue stratégique. Ça, c'est un acquis. Et quand je regarde les deux dernières années, c'est une avancée. Ensuite, moi, je ne suis pas du tout obsessionnel sur un sommet à 27 parce qu'un sommet à 27, encore faut-il être clair sur ce qu'on va dire et être totalement alignés et unis. Et je vais vous parler franchement, je n'ai pas besoin qu'il y ait un sommet de l'Union européenne pour voir Vladimir POUTINE, pour ce qui me concerne. Je l'ai vu plusieurs fois depuis que je suis Président, et je continuerai à le voir. Je dis simplement qu'enfin, nous avons levé le tabou, que, oui, il y a des formats, on va se retrouver en Européens avec lui et le faire avancer. Il n'y avait pas de consensus pour qu'il y ait un sommet rapide. À mes yeux, ce n'est pas un drame du tout ; ce n'est pas un drame. Le plus important, c'est qu'on ait enfin structuré cet agenda et qu'on garde l'unité, parce que la division est ce qui nous affaiblit. Mais si l'unité est au prix de l'inefficacité, on peut nous la reprocher.

Je pense qu'on construit un chemin où l'unité s'engage dans un dialogue actif, plus ambitieux et exigeant. Donc, c'est une bonne chose. Moi, je regarde toujours l'évolution. Parfois, on fait des petits pas, d'autres fois des grands, mais quand je regarde les choses depuis le début d'année, nous avons avancé dans la bonne direction sur la question russe, à mon avis. Il faut maintenant consolider cette avancée, et il faut continuer à discuter stratégiquement de ces questions et déterminer une position en européen sur chacun de ces sujets, avec des scénarios que nous bâtissons ensemble. Qu'est-ce qu'on décide de faire sur telle question ensemble avec la Russie ? Qu'est-ce qu'on lui demande ? Qu'est-ce qu'on exige ? Ou on met nos lignes rouges ? Ça, ce sera le travail des prochains mois. Et à ce moment-là, on pourra avoir une réunion utile. Donc, je sais qu'il y a eu beaucoup de commentaires sur les formats de réunions. Je pense qu'en général, ici à Bruxelles, on passe beaucoup trop de temps et d'émotion sur le format des réunions et la question de savoir s'il y a une réunion ou pas. Moi, je préfère qu'on soit déjà clairs sur les stratégies. Et là, on n'avait pas le droit d'en parler ; on en parle et on est de plus en plus clairs. Donc voilà, on est plus ambitieux et on est plus unis. C'est une bonne chose.

Journaliste

Bonjour, merci de prendre ma question. Je voudrais revenir sur la Hongrie avec deux questions. Vous dites qu'il ne faut avoir aucune complaisance avec la Hongrie. Il y a une procédure qui va peut-être être enclenchée par la Commission européenne, est-ce que vous considérez que ces mécanismes qui sont mis en place, ils sont suffisamment efficaces, et est-ce qu'ils ne sont pas trop longs pour sanctionner un tel comportement ? Et deuxième question : est-ce que vous considérez comme le premier ministre néerlandais que la Hongrie n'a plus sa place dans l'Union européenne ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci à vous. Écoutez, les deux questions se tiennent en effet. Et je pense que c'est une question importante. Je ne crois pas, d'abord, moi, j'invite tout le monde quand même à réfléchir et à calmer les esprits. On ne peut pas dire tout le temps : géopolitiquement, l'Europe doit continuer à s'étendre. Il faut avoir un agenda d'adhésion parce que quand on parle des Balkans occidentaux, on regarde les Turcs qui arrivent, les Russes, les Chinois. On est menacé à nos frontières, et donc il faut continuer à élargir le club pour justement stabiliser. Et dès qu'on a un problème, dire : il faut exclure. Les gens, ils vont à un moment nous dire : vous allez où vous ? Bon. Cette question simplement, elle pose en notre sein la question de notre crédibilité. Est-ce qu'on pourra dire longtemps à un Albanais, à un Serbe : « Faites les efforts sur l'Etat de droit ; faites les efforts pour pouvoir adhérer », et accepter en notre sein des gens qui ont tous les droits de full membership, qui sont États membres à plein et qui eux vont dans l'autre sens. C'est ça notre vrai problème. Et c'est pour ça que je dis que la question n'est pas qu'une question pour les Hongrois, c'est une question existentielle pour les Européens. Nous avons aujourd'hui des dirigeants démocratiquement élus, soutenus par leur peuple, qui sont en train de prendre des décisions qui contreviennent au socle de valeurs fondamentales de l'Europe. Ce n'est pas une petite question. Ça on doit y réfléchir et le traiter. Et c'est un débat en profondeur. Il est philosophique et il est politique, si nous ne le réglons pas, on continuera à perdre beaucoup de temps sur des sujets qui n'en sont que les phénomènes. Donc, pour répondre très directement, je ne suis pas favorable à utiliser l'article 50 parce que quand on a un problème avec un Etat membre, on essaie de le régler, justement, et de le tenir aux contacts, parce que c'est le pouvoir, c'est la gravité européenne qui permet de ramener du monde sur nos valeurs et notre modèle. Si on exclut tout de suite, dès qu'on a un problème, on diffracte, on diverge et on va conduire des gens qui sont à quelques milliers de kilomètres de nous à penser que leurs valeurs sont plus proches des conservateurs russes et des anti-libéraux russes, voire des Chinois. Ce qu'est le recul. Donc, non, on doit les garder.

Simplement, il faut des procédures, en effet, efficaces. Alors oui, je vous rejoins. Les procédures en vertu de nos traités sont très longues, trop longues. Maintenant, je pense que ce travail au corps, c'est un travail que nous devons faire sur nous-mêmes. Et ça rejoint ce que je disais tout à l'heure, si nous en arrivons là, c'est qu'on a laissé des choses lentement dériver. Ces phénomènes n'arrivent pas du jour au lendemain. Et donc, ces procédures sont lentes. Mais on doit faire un travail au corps à corps avec les systèmes politiques, médiatiques, les organisations sociales, les intellectuels dans ces pays, d'abord pour montrer qu'il y a un effort

mediatiques, les organisations sociales, les intellectuels dans ces pays, a abord pour montrer qu'on ne cédera rien. Ensuite, étape par étape, sanctionner justement les États membres qui vont dans ces directions mais aussi faire œuvre de pédagogie et de conviction et montrer aux sociétés civiles que c'est une régression terrible vers lesquelles elles vont et qu'on ne construit pas une société plus heureuse qui corresponde à nos modèles. Et on ne peut pas durablement être européen si on va dans ce sens. Et ça, ça se défend, ça se discute, ça se travaille au corps. Donc oui, les procédures européennes sont très longues. Je pense néanmoins qu'elles ont leur efficacité. Il faut les enclencher vite. La Commission a commencé à le faire dans le respect de la souveraineté, donc, il faut être dur avec les dirigeants et convaincant avec les peuples, si je puis dire.

Jean QUATREMER

Merci de me donner la parole. 4 questions, c'est court, sur un sommet aussi riche. Je vais continuer sur la Hongrie comme mon camarade à l'instant. Ce qu'on voit quand même très clairement, c'est qu'il y a une division est-ouest. Vous dites qu'effectivement, il n'y a que la Pologne et la Slovaquie qui ont soutenu Viktor ORBAN, mais il y a eu beaucoup de silence et on voit que parmi les signataires des lettres lancées à l'initiative de la Belgique, on ne trouve que 3 pays de l'Est, c'est-à-dire, les 3 pays baltes. Donc, je dirais souvent que qui ne dit mot ne consent pas toujours. Donc, il y a un problème. Là, on a un problème majeur puisqu'en gros, tous les pays de l'après-élargissement de 2004 ne partagent manifestement pas nos valeurs. Alors vous dites les procédures. Certes, les procédures, elles, ne permettent pas d'aboutir rapidement et peut-être pas d'aboutir du tout parce que la seule procédure qu'on a, c'est l'article 7 qui nécessite l'unanimité de l'article 7 du traité. Et l'autre, c'est un règlement qui ne s'appliquera pas, en tous les cas, à la Hongrie de Viktor ORBAN, puisqu'il s'agit de protéger les intérêts financiers de l'Union européenne. Et la loi homophobe hongroise ne met pas en péril les intérêts financiers de l'Union européenne. Entre exclure et ne rien faire, il faut trouver quelque chose parce qu'il y a un changement fondamental depuis un an. C'est qu'on est passé dans un système, je dirais, de libre circulation des marchandises à un système de solidarité financière qu'on n'en a jamais eu auparavant avec le fonds de relance. Comme l'a dit le Premier ministre suédois, « Pourquoi je l'ai payé, moi. » Moi, je me pose la question, pourquoi je paierai, moi, pourquoi je serai solidaire du Hongrois qui ne partage pas des valeurs de base, comme vous le dites vous-même ? Donc, il y a un moment où le système va exploser parce qu'on ne peut pas être solidaire financièrement de gens qui ne partagent pas les valeurs de base de notre vie en société. Donc, qu'est-ce que vous proposez en dehors de les convaincre ? Merci.

Emmanuel MACRON

Il y a un point avec lequel je suis d'accord, un point avec lequel je suis, pas en désaccord, mais je nuancerai. C'est tout à fait vrai qu'il y a une division Est-Ouest et c'est tout à fait vrai qu'il y a eu des silences. Néanmoins, les soutiens effectifs ont été slovaques et polonais. Et donc, c'est un état de fait, je le disais tout à l'heure, je pense qu'il faut l'assumer et le regarder en face. Ce qui rend d'autant moins vraisemblable une stratégie qui fonctionne par l'exclusion ou la stigmatisation. Parce que le problème est plus profond. Je ne suis pas sûr que je retiendrai votre argumentaire sur la solidarité financière. Bien sûr, j'ai tant défendu cette solidarité financière, elle nous donne des devoirs en même temps que des droits. Mais je ne conditionnerai pas mon exigence à l'égard des Hongrois sur cela. Parce que, justement, les Hongrois et d'autres vont d'ailleurs vous dire que dans quelques années, ils vont devenir des contributeurs nets au budget européen. C'est d'ailleurs un de leurs arguments. Donc, ils vont vous dire : « Nous, en 2024, on va être contributeurs nets » Et là, ils vous diront : « Comme on paie et qu'on contribue, ne venez plus nous embêter sur des valeurs ». Je ne mettrai jamais un système d'équivalence entre les valeurs et l'argent. Je pense que le système, il est principal. L'Europe est, je dirais, constitutionnellement, ontologiquement attachée à ces valeurs. Quand bien même il n'y aurait pas de solidarité financière entre nous, quand bien même un État serait contributeur net, et donc ça vaudrait aussi pour la France même si en quelque sorte le contribuable hongrois lui donnait de l'argent. C'est ontologique et principal. Je ne le lierai pas à la question financière. Donc le dilemme dans lequel on est plongé, c'est celui que vous avez décrit. Donc moi je pense que par rapport à cela qu'il y a dans votre constat, le premier constat que vous faites et que je partage, un début de réponse. Si nous ne faisons pas une analyse claire, consciente et en profondeur de ce qu'il s'est passé dans les sociétés post-communistes qui ont rejoint l'Union européenne, on n'aura pas la réponse. Ça n'est pas un problème Viktor ORBAN, ce n'est pas vrai. C'est un problème plus profond. Il y a une montée d'illibéralisme dans des sociétés qui se sont battues contre le communisme, qui en sont sorties, qui ont ensuite rejoint l'économie libérale, puis l'Union européenne et qui aujourd'hui sont en train d'être attirées par des modèles de société, des modèles politiques qui sont contraires à nos valeurs. C'est une réalité. Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi ? et comment on le combat ? Pour moi, c'est la réponse la plus importante, elle n'est pas procédurale. Et donc là, nous devons... Ce n'est pas une question de traité, ce n'est pas une question d'argent. Je pense qu'on doit, nous, réengager un travail avec des intellectuels, des sociétés civiles et expliquer, peut-être être beaucoup plus présent dans la presse de ces pays, peut-être apporter des démonstrations plus fortes, mieux soutenir celles et ceux qui défendent les idées européennes dans le sens de nos socles de valeurs. Mais je pense qu'on a besoin d'une stratégie en la matière. Et c'est normal, on a totalement désarmé ce champ. On l'avait désarmé à l'égard de l'extérieur et on l'avait désarmé en notre champ parce que, au fond, depuis des décennies, nous pensons que la démocratie libérale est un modèle tellement attractif que les gens y viennent spontanément, et c'est ce qui s'est passé après la chute du Mur. Et quelque chose s'est enrayée qui fait qu'aujourd'hui dans nos sociétés les gens disent "Bah je prends le supermarché, mais je n'adhère plus aux valeurs. Je veux bien aller prendre dans les rayons ce qu'il y

a à vendre ou ce qu'on me donne, mais je ne respecte plus les règles du club. Je veux une autre vie." Il faut un débat en profondeur. Pour moi, c'est un des sujets qui doit sortir de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Ce sujet, nous devons avoir une réponse. Elle est politique, au sens le plus fort du terme, et ce n'est pas avec nos mécanismes actuels qu'on la résoudra. Et donc elle est politique, ce qui veut dire que nous devons poser la question de notre socle politico-philosophique, mais aussi de la recomposition de l'Europe qu'on doit avoir autour de ça. Quelque chose aujourd'hui ne fonctionne pas. Je n'ai pas la réponse immédiate, mais le problème que vous posez, que nous pointons ensemble, il est beaucoup plus profond que des procédures. Ça, c'est le sujet que dans les prochains mois nous devons embrasser et qui imposera des réponses qui, à mon avis, sont au moins du niveau des changements de traités, mais qui est un changement en profondeur de l'Europe. Il ne faut pas négliger cette réponse ni ce qui est en train de se passer chez nous.

Ensuite, à court terme, je pense que ce que nous devons faire, c'est un travail juridique, soutenir la Commission et les procédures actuelles même si elles sont lentes, et renforcer la pression locale, c'est-à-dire défendre nos idées dans les opinions publiques et les médias, y aller au corps à corps. Mais il n'y a pas de meilleure réponse que celles qu'on a engagées avec toutes les armes juridiques qui sont les nôtres et les armes procédurales. Je n'ai pas de meilleure réponse à court terme que respecter les traités et les faire appliquer aux côtés de la Commission européenne. Voilà la réponse provisoire que je fais. Mais je partage votre gravité, et je dirais la partage principalement. Et pour moi, ce sera un des sujets les plus importants de cette Convention européenne et donc des réponses que nous devons apporter dans les prochains mois. Nous avons beaucoup fait sur les sujets politiques et financiers, et je pense que d'ailleurs ce qu'on a fait en franco-allemand puis en européen l'année dernière a été une vraie révolution. Et maintenant, on doit la consolider et la déployer. Nous avons fait une révolution sur l'autonomie stratégique. Quand je parlais de souveraineté en 2017, c'était un gros mot. Il y a un changement, une conversion des mentalités qui est à l'œuvre. On doit la poursuivre et la renforcer. Nous avons aujourd'hui une clarification démocratique et politique à avoir. C'est le prochain combat.

Animatrice

Merci à tous. On vous souhaite une très bonne journée.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Bon courage à toutes et tous.